

COMPTE RENDU - CT du 11/06/2013

*Les représentants FO DGFIP 85 pour ce CT :
Sébastien BENARD, Sébastien LIEVRE, Stéphane OLLIER,
Williams PILLET, Philippe VALOT, Philippe VISTOUR*

Notre déclaration liminaire :

Monsieur Le Président,

En préambule, FO DGFIP 85 condamne à nouveau fermement la politique de gel des rémunérations des fonctionnaires et revendique le rattrapage immédiat du pouvoir d'achat par l'augmentation de la valeur du point d'indice.

Ce n'est pas le versement des 150 euros brut au titre de la prime collective de performance 2012, qui va nous faire oublier qu'aucune négociation n'est prévue autour du pouvoir d'achat. Ces quelques dizaines d'euros traduisent bien mal la qualité professionnelle sans cesse vantée des agents de la DGFIP. Et ce n'est pas l'annonce récente des volumes de promotion intra-catégorielles qui va les rassurer.

Au vu de la situation de l'emploi à la DGFIP, et après de multiples coups de rabot dans le TAGERFIP, vous nous expliquerez comme d'habitude que nous sommes à l'équilibre, mais en affichage seulement, car la situation des services est alarmante. Beaucoup trop de services et de postes sont asphyxiés et au bord de la rupture. Il suffit pour cela de regarder attentivement le tableau de bord de veille sociale 2012 : 2226 jours de congés épargnés et 550 écrêtements comptabilisés des horaires variables dans notre département, sans parler des situations de stress conduisant à des arrêts de travail toujours plus nombreux, etc etc...

Au sein de la DGFIP, l'angoisse a atteint un niveau inégalé : en témoigne les diverses manifestations de mal-être au travail constatés dans tout le pays (arrêts de travail, dépressions, épuisement professionnel, burn-out, tentatives de suicides et suicides).

Cet ordre du jour, comme les précédents, nous interpelle à l'heure où nos Ministres prônent un dialogue social rénové. Nous préférons parler de monologue social quand la plupart des points de l'ordre du jour nous sont communiqués " pour avis " ou " pour information ".

Nous avons le sentiment ces dernières années que le Comité Technique ressemble de manière flagrante à une chambre d'enregistrement puisque vous ne tenez jamais compte de notre avis.

On ne peut que déplorer que ne figure pas dans le document intitulé " synthèse de la consultation des cadres et des agents " sur le point d'information " Démarche stratégique " le nombre de participants. Ce faible nombre en France mais notamment en Vendée est à lui seul la preuve flagrante que les personnels ne sont pas dupes et ne souhaitent pas s'associer à cette mascarade, n'ayant que pour seul but d'absorber les suppressions d'emplois en réorganisant massivement l'exercice de nos missions.

Ces dernières semaines, nous vous avons signalé que certaines situations particulières nous préoccupaient : l'avenir de certaines trésoreries rurales, l'avenir de la Taxe d'Urbanisme, la régionalisation ou la départementalisation rampante de certains services et leurs conséquences sur les personnels concernés, les réinstallations des Trésoreries des Sables d'Olonne et celle de Fontenay Le Comte, les départs en retraite et leurs conséquences sur la vie des services avec un seul mouvement annuel de mutations et le non remplacement d'un grand nombre d'entre eux, la situation de certains services ayant un gros déficit d'emplois, etc... toutes ces situations se doivent d'être abordées lors de ce Comité afin d'apporter des réponses aux personnels concernés.

FORCE OUVRIERE revendique :

- **L'arrêt des réorganisations, redéploiement et restructurations des services et du réseau comptable : non à la réduction des missions, à l'interministérialité, à la régionalisation (acte 3 de décentralisation), non à la fermeture des trésoreries.**
- **L'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et de la démarche stratégique,**
- **La restitution des emplois supprimés, seule garantie pour l'amélioration des conditions de travail, de la vie des agents dans les services et de l'exercice de toutes les missions.**
- **Le maintien du Statut Général de la Fonction Publique et des statuts particuliers.**

*** Réponses du Directeur :**

Après lecture des déclarations liminaires, le Directeur affirme que la problématique des emplois est réelle, que les Directions se trouvent dans une situation tendue avec des marges de plus en plus difficiles à trouver. Celui-ci se dit en attente de décisions claires de la Direction Générale pour pouvoir continuer à absorber les futures suppressions d'emplois annoncées... Cela étant, la Direction se satisfait des résultats obtenus en Vendée vu les moyens mis à disposition.

*** Changement des horaires du standard de la Cité Travôt :** nouveaux horaires au 01/07/2013 : 8h30 – 12h00 et 13h30 – 16h30.

Vote des organisations syndicales : FO+Solidaires+CFDT (POUR) et CGT (ABSTENTION)

*** Bilan 2012 de la formation professionnelle :**

Il ressort de ce bilan que certaines formations sont contraintes (discrimination par exemple).

L'e-formation (formation à distance) est proposé aux agents pour certaines formations et nous signalons qu'il n'est pas toujours facile pour les agents de se former seul au bureau avec l'activité du service qui continue autour et qu'il convient de tout mettre en œuvre pour « isoler » l'agent autant que faire se peut le temps de cette e-formation.

Le taux de satisfaction générale avoisine les 80%.

Il est signalé que le parcours de formation des agents promus C en B est désormais allégé. Certaines formations sont désormais à la carte et l'agent doit les demander lui-même. Nous demandons à la Direction d'être vigilante concernant le parcours de formation de ces agents afin que tout soit mis en œuvre dans leurs services pour qu'ils puissent bénéficier des formations nécessaires.

Vote des organisations syndicales : FO+Solidaires+CFDT (POUR) et CGT (ABSTENTION)

*** Rapport d'activité 2012 :**

Ce rapport n'est qu'une liste des décisions prises en 2012 par la Direction pour réorganiser les services et supprimer des emplois.

Rappel des décisions prises en 2012 :

- **Suppression de 22 cadres C, création de 5 cadres B et de 3 cadres A, soit une perte nette de 14 emplois !**
- **Diminution des moyens budgétaires (maîtrise des dépenses de fonctionnement)**
- **Fermeture de la Trésorerie de St Fulgent**
- **Modification des horaires d'ouverture au public de nombreuses Trésoreries
(seul levier à la disposition du Directeur pour donner un peu d'air aux collègues...)**
- **Fusion de plusieurs secteurs d'assiette sur Challans, La Roche / Yon et Les Sables d'Olonne**

Il ressort également de ce rapport que l'activité de notre Département ne baisse pas, bien au contraire, alors même que les suppressions d'emplois persistent...

Par conséquent, notre vote sur ce point ne peut être qu'un vote CONTRE !!!

Vote des organisations syndicales : FO+Solidaires+CGT (CONTRE) et CFDT (ABSTENTION)

*** Démarche stratégique :**

Le Président nous informe qu'un séminaire des Directeurs a eu lieu fin mai et que les décisions finales seront présentées aux organisations syndicales nationales début juillet. Quelques extraits ci-dessous du document remis aux syndicats :

Vision stratégique des relations professionnelles et des conditions de travail :

- Renforcer la place de l'humain sur la base de la confiance et du respect
- Améliorer l'ergonomie générale du poste de travail
- Se préoccuper quotidiennement des conditions de vie au travail du haut en bas de la hiérarchie en limitant les sources de stress
- Meilleure soutien aux cadres de proximité et à leurs équipes
- Déployer un modèle managérial faisant plus de place à l'humain fondé sur la confiance, la responsabilité et le soutien
- Développer une relation sociale rénovée et confiante entre les organisations syndicales et l'administration.

Vision stratégique des missions :

- Sécuriser et moderniser le recouvrement des recettes publiques
- Réduire la fraude fiscale en dessinant une organisation optimale du contrôle fiscal
- Renforcer le partenariat avec les autres administrations ou institutions dans la lutte contre toutes les fraudes
- Continuer de renforcer la culture comptable afin de produire des comptes de qualité
- Moderniser et sécuriser le traitement des opérations financières
- Optimiser le parc immobilier de l'Etat en modernisant sa gestion (France Domaine)
- Développer une stratégie de qualité de service et de confiance avec les usagers, selon 3 principes :
 - L'attention portée aux usagers en difficulté
 - Dématérialiser ce qui peut l'être
 - Offrir assistance et expertise aux contribuables et aux collectivités
- Nos services doivent être simples, rapides et adaptés aux attentes de nos usagers (proximité physique et relation à distance)

- *Supprimer les démarches inutiles et promouvoir l'offre numérique / téléphonique*
- *L'attention aux plus fragiles et aux plus démunis sont bien entendu un devoir*
- *La DGFIP doit être un interlocuteur fiable pour les entreprises*

Nous réitérons nos craintes face à cette démarche stratégique. De notre point de vue, nous estimons que celle-ci ne vise qu'à trouver des solutions pour pouvoir continuer à supprimer des emplois ces prochaines années, ce que nous rejetons ardemment. Le Directeur d'ailleurs ne s'en cache pas car il attend impatiemment les conclusions de cette démarche afin de savoir comment il doit envisager les futures réorganisations de services pour absorber les suppressions d'emplois programmées...

*** Tableau de bord de veille sociale 2ème semestre 2012 :**

Quelques chiffres :

2226 jours de congés épargnés sur les comptes épargne temps (2372 en 2011)

550 écrêtements des horaires variables (645 en 2011), nous demandons à la Direction à combien d'heures ces écrêtements correspondent et combien d'agents sont concernés. Pour 2012, ils ne peuvent pas nous répondre mais un décompte a été fait sur le 4ème trimestre 2012 : les 124 écrêtements du trimestre représentent 651 heures de travail écrêtées... on peut donc estimer le volume d'heures pour une année pleine à environ 2600 heures ! Et ces 124 écrêtements concernent 67 agents (23 en Direction, 18 en Trésoreries et 26 dans les autres services).

En 2012, le Directeur justifiait la mise en place du TBVS par son " rôle de veille pour identifier les facteurs anxiogènes pour les agents et les cadres "

Mais nous connaissons déjà la cause principale de nos conditions de travail dégradées : les services s'étouffent sous le poids de leur charge de travail dont l'augmentation est directement liée à la politique de suppressions ininterrompues de nos emplois.

Néanmoins, nous saisissons l'occasion qui est faite de pouvoir dénoncer et quantifier cette dégradation de nos conditions de travail tout en relevant que certains chiffres ne nous paraissent pas refléter la réalité.

*** Point d'étape de la campagne IR2013 :**

La Direction nous présente ce bilan et selon les chiffres, on enregistre une petite décade de l'accueil physique cette année (- 4,2% par rapport à 2012, 27400 en SIP et 6600 en Trésoreries). Nous signalons que sur certains sites, les chiffres ne tiennent pas forcément bien compte des jours où le compteur ne fonctionnait pas...

Les représentants du personnel insistent sur la nécessité pour les agents d'accueil de disposer d'une base école leur permettant de répondre plus facilement aux multiples demandes des usagers dans l'utilisation de la télédéclaration.

Le Directeur reconnaît que le niveau de complexité atteint en fiscalité ces dernières années est une difficulté majeure pour ces campagnes. La mise en œuvre rapide des nouvelles mesures est difficile pour les services.

Concernant la saisie des déclarations, les objectifs hebdomadaires fixés sont atteints. Nous déplorons dans cette situation, alors même que les objectifs calendaires sont atteints, que certains chefs de service établissent des palmarès des différents secteurs dont ils ont la responsabilité. Ce qui conduit inmanquablement à opposer les agents entre eux et ne favorise pas un climat serein au sein des services. Le Directeur précise qu'aucune pression sur les chiffres n'a été mise sur les chefs de service et que eux seuls pilotent leurs services comme ils l'entendent. Pour notre part, nous estimons qu'il appartient néanmoins à la Direction de veiller à ce que de tels pratiques de management ne soient plus de mise dorénavant.

*** Immobilier :**

Mortagne / Sèvre : réinstallation de la Trésorerie dans de nouveaux locaux ce mois-ci.

Luçon : projet de construction d'un nouveau bâtiment regroupant le CDI et la trésorerie toujours d'actualité. Un terrain est mis à disposition mais vu la taille de celui-ci, un tiers est recherché afin de limiter le coût du projet. La Direction espère toujours tenir son calendrier et que ce nouveau bâtiment soit réalisé pour une réinstallation fin 2014 au plus tard. Les représentants du personnels signalent que la situation exige un respect du calendrier car le bâtiment existant pose quotidiennement des problèmes aux services l'occupant et que cette situation est réellement pesante pour les agents..

Fontenay Le Comte : Le Directeur précise que les plans sont bien avancés mais qu'ils ne sont pas figés. Des aménagements sont encore possibles tenant compte des observations formulées par tous les services impactés par ce projet immobilier.

Les Sables d'Olonne : Le projet avance bien selon la Direction. Mi juin, le calendrier précis des travaux sera connue et communiquées aux services concernés. Les travaux devraient démarrer en août.

Cité administrative : L'installation envisagée de la Trésorerie des Hôpitaux et de la Paierie Départementale dans le Bâtiment D n'est plus d'actualité pour des raisons budgétaires. La Direction Générale estime que nos services doivent faire avec les locaux existants de la Cité occupés par la DDFiP. Ces projets sont donc suspendus et seront à nouveau étudiés en fonction des espaces disponibles libérés par de futures réorganisations.

Concernant tous ces projets, nous signalons au Directeur qu'il est important qu'il veille à ce que tous les agents concernés soit bien associés et informés des décisions prises tout au long du projet, ce qui n'est pas toujours le cas.

VIE DE LA SECTION FO DGFIP 85 :

**Notre assemblée générale annuelle a eu lieu le mardi 4 juin 2013 à
Moulleron Le Captif et a rassemblé une soixante de collègues.
Les rapports d'activité et de trésorerie ont été présentés aux participants.
La composition du bureau et du comité a été modifiée :**

Bureau de section

Secrétaire Départemental :

Sébastien LIEVRE (SIP La Roche / Yon)

Secrétaires Départementaux adjoints :

Sébastien BERNARD (Direction Budget Immobilier Logistique)

Frédéric FAUCHARD (CDFP PYEM La Roche / Yon)

Marcel NAVARRO (Fiscalité Immobilière la Roche / Yon)

Williams PILLET (SIP Challans)

Anne RETO RIVIERE (CDFP Chaillé Les Marais)

Trésorière : Stella CREPEAU (SIE Les Sables d'Olonne)

Trésoriers adjoints :

Sébastien BERTHONNEAU (SIP, La Roche sur Yon)

Thierry PETROFF (Direction Budget Immobilier Logistique)

Pour information, commission de contrôle (exercice 2013-2014) :

Anne-Marie GOSSET

Philippe VALOT

Comité départemental

Michel ALBRESPIT (CDFP St Jean de Monts)

Bénédicte CHEVAILLIER (SIE La Roche sur Yon Nord)

Samuel CHRISTINE (ERD)

Catherine DANIEAU-BONNAUDET (Direction La Roche sur Yon)

Frédéric DANO (Direction La Roche sur Yon)

Stéphane GUIBERT (CDFP Maillezais)

Marie-Claude JOUBERT (Retraitée)

Emmanuel JOUVIE (CDFP Hôpitaux)

Stéphanie JOUVIE (Paierie départementale)

Gérard LE HELLOCO (SIP La Roche / Yon)

Guilhem MARMIN (CDFP St Gilles Cx de Vie)

Michel MORNET (Retraité)

Stéphane OLLIER (CDFP Fontenay le Comte)

Philippe VALOT (ERD)

Corinne VERNA (SIP La Roche sur Yon)

Patrice VIEMON (ICE La Roche / Yon)

Philippe VISTOUR (Division Fiscalité des Particuliers La Roche sur Yon)

(+ les membres du bureau)

N'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER, NOUS SOMMES A VOTRE SERVICE POUR DEFENDRE VOS INTERETS

SITE INTERNET : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/085/>